

**Consultation publique de la Commission de Régulation de
l'Energie**

**n° 2019-015 du 23 juillet 2019 relative aux conditions
d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à
l'introduction d'un timbre**

Réponses de R-GDS

REPONSES AUX QUESTIONS

- **Question n°1** (page 12) :

Etes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagé par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

L'article D.453-22 du code de l'énergie qui introduit le « critère I/V décret » renvoie à la définition précise au 3° de l'article D.453-20 du code de l'Energie du périmètre des investissements à prendre en compte au titre d'un projet de renforcement.

Nous ne retrouvons pas dans la présente consultation publique une définition exhaustive de ce que sont ces investissements complémentaires, au-delà de la mention de prise en compte d'investissements de raccordement (page 11/22)

Aussi il ne nous est pas possible de répondre à la question sans complément d'information.

- **Question n°2** (page 12) :

Etes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposés par la CRE ?

Oui. Toutefois, il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de débat sur l'évaluation du potentiel méthanisable de référence, à un instant donné. Donc selon nous, la base de référence doit être précisée.

- **Question n°3** (page 13) :

*Etes vous favorable au format de livrable proposé par la CRE pour le zonage de raccordement ?
Estimez-vous que celui-ci apporte la visibilité nécessaire à la filière ?*

Nous ne sommes pas favorables à la mise en place d'un code à quatre couleur qui diminue la lisibilité pour le porteur de projet et les acteurs locaux, et qui risque au contraire d'envoyer un signal contraire à la filière. A un instant donné, et jusqu'à la prochaine actualisation, soit les projets sont éligibles (« I/V décret » satisfait), soit ils ne le sont pas

Partagez-vous le code couleur retenu ?

Le code de couleur doit se limiter à un seul niveau de vert et au rouge

- **Question n°4** (page 13) :

Etes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

L'échéance de Décembre 2019 pour l'élaboration du premier plan de zonage est notamment conditionnée par le choix d'un outil de zonage unique et mutualisé, et donc de l'accessibilité à cet outil pour R-GDS et l'ensemble des ELD.

Nous ne sommes pas défavorables au principe d'une fiabilisation, à la main, au fil de l'eau, afin de répartir dans le temps la charge de travail associée au zonage de raccordement, ni aux fréquences d'actualisation proposées par la CRE.

En revanche, il est prématuré à ce stade de nous prononcer sur le fait de *justifier auprès de la CRE tout changement de « couleur » d'une zone* (dernier alinéa page 13), puisque le format du livrable et le code couleur sont l'objet même de la Question n°3. Un positionnement sur ce point reviendrait à valider implicitement ce format, ce que nous n'avons pas fait à la question n°3.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que les volumes déjà raccordés ne peuvent être exclus du calcul d'actualisation.

- **Question n°5** (page 15) :

Etes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagés par la CRE ?

Oui

- **Question n°6** (page 15) :

Etes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposés par la CRE ?

Oui

- **Question n°7** (page 17) :

Etes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Il est écrit (page 17) que *Chaque producteur se voit annoncé, au moment de son étude détaillée, le montant maximal qu'il sera amené à payer au moment du raccordement....le producteur P1, dont la capacité d'injection est Q1, se verra annoncé un prix maximum à payer c1 :*

$$C1 = Q1 / q * a * (1 - \text{réfaction})$$

Il faudrait préciser que ce prix maximum c1 ne concerne que l'extension mutualisée, auquel il faut ajouter le prix de son raccordement individuel auquel pourra s'appliquer la réfaction.

Aussi, sous réserve de rappeler qu'à la participation au coût de l'extension mutualisée c1 s'ajoute le prix de son raccordement individuel, R-GDS est favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE.

- **Question n°8** (page 17) :

Etes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

R-GDS n'est pas défavorable à l'introduction de critères d'éligibilité pour l'étude d'une extension mutualisée. Toutefois, il nous semble que la proportion fixée que devront représenter les projets

au stade de l'étude détaillée devrait être fixée à 1/5 de la capacité maximale d'injection et non 1/3 au moment du déclenchement des investissements.

- **Question n°9** (page 18) :

Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisées en distribution ?

Pour les raisons exposées à la Question n°8, R-GDS n'est pas défavorable à cette proposition.

- **Question n°10** (page 20) :

Etes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Le principe d'un timbre d'injection en lui-même est intéressant.

Comme celui-ci a vocation à contribuer à la soutenabilité des tarifs lorsque le biométhane se substitue au gaz naturel qui arrive sur le marché français en acquittant un terme d'entrée (le cas échéant un terme de sortie), par analogie, il ne peut être facturé au producteur au titre de son utilisation de l'ensemble des infrastructures du réseau, puisque ce biométhane est vendu à un fournisseur au point d'injection sur le réseau. Techniquement et contractuellement c'est donc bien le fournisseur qui utilise l'ensemble des infrastructures du réseau pour acheminer le gaz aux clients et non le producteur.

Aussi, pour les installations injectant sur le réseau de distribution, le timbre d'injection ne peut-être facturé qu'aux fournisseurs titulaires du contrat de rachat de biométhane sur 15 ans, et non aux producteurs .

- **Question n°11** (page 20) :

Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Il est important de s'assurer que le niveau du timbre d'injection reflète bien les coûts d'utilisation des infrastructures.